

VD_GERICHTE ZA18.021674 vom 27. Juni 2018

VD Tribunal cantonal, 2018-06-27, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_ZA18.021674

FR: VD_GERICHTE ZA18.021674 du 27 juin 2018

IT: VD_GERICHTE ZA18.021674 del 27 giugno 2018

Volltext

TRIBUNAL CANTONAL AA 94/18 - 74/2018 ZA18.021674 CO UR DE S
ASSURANCES SOCIALES _____

Arrêt du 27 juin 2018 _____ Composition : M. NEU, juge unique Greffier :
M. Addor ***** Cause pendante entre : HELSANA ASSURANCES SA, à Dübendorf
(ZH), recourante, et VAUDOISE GENERALE, Compagnie d'Assurances SA, à Lausanne,
intimée. _____ Art. 58 al. 1 et 3 LPGA ; 94 al. 1 let. d LPA-VD 403

- 2 - E n f a i t e t e n d r o i t : Vu la décision du 6 novembre 2017, confirmée par décision
sur opposition du 24 avril 2018 rendues par Vaudoise Générale, niant à l'assuré
M. _____ (ci-après : l'assuré), domicilié à T. _____, la couverture de
l'assurance-accidents dans le cadre d'un événement survenu le 9 juillet 2017, vu le recours
interjeté le 22 mai 2018 par Helsana Assurances SA, assureur-maladie de M. _____,
devant la Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal vaudois, vu le courrier de
Vaudoise Générale du 7 juin 2018, observant que l'assuré M. _____, domicilié à
T. _____, avait également recouru en son nom propre contre dite décision sur opposition
du 24 avril 2018 devant la Chambre des assurances sociales de la Cour de Justice du canton
de Genève, par acte du 24 mai 2018, vu l'avis du juge instructeur du 14 juin 2018
impartissant à la recourante un délai au 25 juin 2018 pour se déterminer sur la compétence
ratione loci de la Cour de céans, vu la détermination de la recourante du 25 juin 2018
invoquant l'application de la procédure de déclinatorie et la transmission, sans frais ni
dépens, du dossier à la Chambre des assurances sociales de la Cour de Justice du canton de
Genève, en raison du domicile de l'assuré concerné, vu les pièces du dossier ; attendu que,
selon l'art. 58 al. 1 LPGA (loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit des
assurances sociales ; RS 830.1), applicable en matière d'assurance-accidents, le tribunal des
assurances compétent est celui du canton de domicile de l'assuré ou d'une autre partie au
moment du dépôt du recours, peu important le siège

- 3 - de l'assureur (TF 8C_466/2011 du 10 mai 2012 consid. 5), et même si c'est la
caisse-maladie de l'assuré qui est recourante (ATF 124 V 310), qu'en l'espèce, il est établi
que l'assuré concerné est domicilié à T. _____, que c'est dès lors à la Chambre des
assurances sociales de la Cour de Justice du canton de Genève qu'il appartient de statuer,
que le recours doit par conséquent être déclaré irrecevable ratione loci, qu'il revient au
tribunal qui décline sa compétence de transmettre sans délai l'acte de recours et ses annexes
au tribunal compétent (art. 58 al. 3 LPGA), que le présent déclinatorie ne justifie pas la
perception de frais judiciaires ni l'allocation de dépens, que la cause relève de la
compétence d'un membre du Tribunal cantonal statuant en tant que juge unique (art. 94 al.
1 let. d LPA- VD [loi cantonale vaudoise du 28 octobre 2008 sur la procédure
administrative ; RSV 173.36]). Par ces motifs, le juge unique p r o n o n c e : I. Le recours
formé le 22 mai 2018 par Helsana Assurances SA est irrecevable. II. La cause est transmise

en l'état à la Cour de Justice du canton de Genève, Chambre des assurances sociales, comme objet de sa compétence.

- 4 - III. Il n'est pas perçu de frais judiciaires ni alloué de dépens. Le juge unique : Le greffier : Du L'arrêt qui précède est notifié à : - Helsana Assurances SA, - Vaudoise Générale, Compagnie d'Assurances SA, - Office fédéral de la santé publique, par l'envoi de photocopies. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral au sens des art. 82 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral ; RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 Lucerne) dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF).
Le greffier :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.